

Préfecture du Finistère
Cabinet du préfet

Arrêté du 13 mai 2020
abrogeant l'arrêté préfectoral du 20 avril 2020 réglementant l'accès aux déchèteries
du Finistère

LE PREFET DU FINISTERE
Chevalier de la Légion d'honneur
Commandeur de l'Ordre national du mérite

Vu le code civil et notamment son article 1^{er} ;

Vu le code de l'environnement ;

Vu le code de la santé publique et notamment ses articles L. 3131-15 et L. 3131-17 ;

Vu la loi n° 2020-290 du 23 mars 2020 d'urgence pour faire face à l'épidémie de covid-19, notamment son article 4 ;

Vu la loi n° 2020-546 du 11 mai 2020 prorogeant l'état d'urgence sanitaire et complétant ses dispositions, notamment son article 5 ;

Vu l'ordonnance n° 2020-305 du 25 mars 2020 portant adaptation des règles applicables devant les juridictions de l'ordre administratif ;

Vu le décret n° 2004-374 du 29 avril 2004 relatif aux pouvoirs des préfets, à l'organisation et à l'action des services de l'État dans les régions et départements ;

Vu le décret du 23 août 2016 portant nomination de Monsieur Pascal LELARGE en qualité de préfet du Finistère ;

Vu le décret n° 2020-293 du 23 mars 2020 modifié prescrivant les mesures générales nécessaires pour faire face à l'épidémie de covid-19 dans le cadre de l'état d'urgence sanitaire ;

Vu l'arrêté préfectoral en date du 20 avril 2020 réglementant l'accès aux déchèteries du Finistère ;

Considérant que l'état d'urgence sanitaire a été déclaré, pour une durée de deux mois, sur l'ensemble du territoire national par l'article 4 de la loi n° 2020-290 du 23 mars 2020 d'urgence pour faire face à l'épidémie de covid-19 ;

Considérant que la durée de l'état d'urgence sanitaire a été prolongée jusqu'au 10 juillet 2020, conformément à la loi n° 2020-546 du 11 mai 2020 ;

Considérant la stratégie nationale du plan de déconfinement dans le cadre de la lutte contre l'épidémie de Covid-19 ;

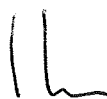
Sur proposition du secrétaire général de la préfecture,

ARRÊTE

Article 1^{er} : l'arrêté préfectoral en date du 20 avril 2020 réglementant l'accès aux déchèteries du Finistère est abrogé.

Article 2 : Le secrétaire général de la préfecture, les sous-préfets d'arrondissement, le directeur de l'unité départementale de la direction régionale de l'environnement, de l'aménagement et du logement, le colonel commandant le groupement de gendarmerie départementale, le directeur départemental de la sécurité publique et les présidents des établissements de coopération intercommunale du Finistère sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté, qui sera publié au recueil des actes administratifs de la préfecture du Finistère et dont copie sera transmise aux maires du département et aux procureurs de la République près les tribunaux judiciaires de Quimper et Brest.

Fait à Quimper, le 13 mai 2020



Pascal LELARGE

VOIES DE RECOURS :

La présente décision peut faire l'objet des recours suivants :

1 – Par voie postale :

- **Un recours gracieux** motivé peut être adressé au signataire de la décision.
- **Un recours hiérarchique** peut être introduit auprès du Ministre de l'intérieur – Direction des libertés publiques et des affaires juridiques – Sous-direction des libertés locales et de la police administrative – 11, rue des Saussaies 75800 PARIS CEDEX 08.

En l'absence de réponse de l'administration dans un délai de **deux mois** à compter de la date de réception du recours, celui-ci doit être considéré comme implicitement rejeté.

2 - Par voie postale ou par l'application Télérecours citoyens accessible via le site internet <https://www.telerecours.fr>,

Un recours contentieux peut être formé devant le tribunal administratif de Rennes, 3, Contour de la Motte, CS 44416, 35044 Rennes Cédex - dans le délai de 2 mois suivant la date de notification de la présente décision (ou bien dans les 2 mois suivant la date du rejet du recours gracieux ou hiérarchique).

L'exercice d'un recours administratif ou d'un recours juridictionnel ne suspend pas l'exécution de la décision contestée.